

La Russie: une grande puissance et ses voisins

*La géographie de la Russie coïncide
avec la géographie de son âme.*

Nicolas Berdiaeff

Métropole immense et disparate, composée de 89 entités, la Russie ne cesse d'être à la recherche de ses marches. Elle a beau, à travers les siècles, se tourner vers l'Occident, elle se méfie aussi de l'Occident et du reste avec de bonnes raisons historiques. Sa dimension fait peur à ses voisins qui se sont parfois jetés sur elle comme pour exorciser cette peur. Elle a eu raison de Charles XII, de Frédéric II, de Napoléon, de l'empire ottoman ou encore du IIIème Reich.

Patrie du communisme, elle a fait peur à cause de son messianisme révolutionnaire servi par une structure immuable; aujourd'hui pour des raisons inverses, elle inquiète parce que chez elle l'économie est en morceaux et la société civile mutilée.

L'abandon récent non seulement des marches du camp socialiste mais d'une partie considérable des anciennes terres d'empire ont pour résultat d'éloigner géographiquement la Russie de l'Occident, de réduire ses ressources et de laisser 24 millions de ressortissants russes hors des frontières de leur patrie. Normalement, seule une défaite militaire totale conduit un pays à subir un tel sort.

Dans tous les cas de figure et même dans ses frontières actuelles, qui sont les plus réduites qu'elle ait connues depuis plus de deux siècles, la Russie est appelée à jouer un rôle majeur en Europe et sur la scène mondiale à l'avenir comme dans le passé; cela en raison de sa dimension, de ses potentialités, de sa situation à la fois européenne et asiatique, et de ses ressources considérables.

1. Les intérêts de la Russie

L'avenir de ce pays et son rôle, dans ce qu'elle appelle l'étranger proche, suscite une interrogation légitime. Dans un récent commentaire, la Pravda a salué le passage de la politique idéaliste (le marxisme) à la "Realpolitik", précisant que l'intérêt national devait être désormais la seule idéologie de la politique étrangère.

De nombreux commentaires, qui ne cessent de paraître dans la presse et dans les revues spécialisées occidentales, relèvent, pour s'en inquiéter, le rôle joué par Moscou chez certains de ses voisins immédiats. Dans le dernier numéro de Foreign Policy, un article traite à son tour ce thème sous le



titre " The hidden russian hand"¹. L'auteur de cette analyse tente de démontrer que Moscou poursuit une tactique constante: elle soutient l'autodétermination des minorités locales au détriment de l'intégrité territoriale des Etats qui se sont récemment détachés de la Russie. L'auteur de l'article cite en exemple le Nagorno-Karabakh, l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie, la Moldavie et relève que des développements similaires pourraient bientôt être observés, en Ukraine ou au Kazakhstan. Il rappelle enfin le rôle décisif que la Russie a joué dans l'installation de M. Rakhmanov comme leader du Tadjikistan ou encore dans le remplacement du président Elchibey par l'ancien général du KGB Heydar Aliyev en juin dernier en Azerbaïdjan. Le cas de ce dernier pays est intéressant et mérite un développement: en octobre 1992, son parlement avait décidé de ne pas ratifier l'adhésion à la CEI, que le président azéri, M. Moutalibov, avait pourtant signé à Alma Ata le 21 décembre 1991. De surcroît, les Azéris se rapprochaient de la Turquie, pays voisin auquel ils sont liés par l'Histoire et la langue. Les choses commencèrent alors à prendre une mauvaise tournure pour eux dans le conflit qui les opposait à l'Arménie: les pièces de rechange et les munitions firent défaut tandis que les unités arméniennes bénéficièrent d'un soutien logistique et d'une couverture aérienne efficace. Parallèlement, Bakou se vit confrontée aux vellétés de séparatisme des minorités Talich et Lezghine.

Par la suite, l'Azerbaïdjan a essuyé une succession de revers militaires et on connaît les péripéties qui ont conduit à l'accession au pouvoir du président Aliyev, lors du putsch de juin dernier. On connaît moins le rôle peut-être décisif joué dans ce contexte par la 104ème Div. inf. aéroportée russe, basée à Ganje.

Comme l'a relevé par la suite notre ambassadeur à Moscou, la Russie a puni l'Azerbaïdjan parce que ce pays a voulu prendre trop de libertés. La coïncidence des événements que nous venons d'évoquer nous engage à partager cette observation.

Lorsqu'on voit comment les choses se sont passées parallèlement en Géorgie, on peut en tirer peut-être une indication sur les priorités russes dans la région: le couloir naturel qui assure la liaison entre le littoral Est de la Mer noire (Abkhazie) et la Mer Caspienne revêt pour Moscou un caractère stratégique mais aussi économique (pétrole azéri) prioritaire.

Autre exemple: l'Ukraine. En proie à une déroute économique qui pourrait mettre en cause son indépendance, ce pays donne l'impression de n'avoir pas développé un concept clair de politique étrangère. Il est absorbé d'abord par son contentieux avec la Russie: flotte de la Mer noire, statut de la Crimée, succession de la dette extérieure de l'ancienne URSS, dépendance énergétique, arsenal nucléaire stratégique. Moscou exerce actuellement une pression importante pour persuader l'Ukraine (dont le parlement vient de ratifier le traité START 1) de détruire ou lui remettre toutes les armes nucléaires stratégiques encore en sa possession. Kiev, qui tente de négocier en retour un engagement de non-agression nucléaire, est particulièrement vulnérable aux pressions qu'elle subit.

¹Foreign Policy number 92 Fall 1993: Letter from Eurasia, Thomas Goltz.

La question qui se pose ici est celle des **zones d'influence**. Il est évident - et nous avons déjà eu l'occasion de le relever - que la Russie a dans les pays nouvellement indépendants qui l'entourent des intérêts plus directs que l'Occident ou l'Orient, une connaissance intime des lieux et des acteurs et des moyens d'action beaucoup plus importants. Durant des siècles, Kiev, Minsk ont été associées au sort de la Russie. Il est dès lors inévitable que Moscou continue de jouer un rôle majeur chez ses voisins.

Le 9 octobre, à Vienne, le sommet du Conseil de l'Europe a dénoncé la perpétuation des zones d'influence et a condamné "ces égarements". Cette déclaration est légitime mais on peut se demander s'il est raisonnable de vouloir occulter, derrière le paravent des mots, une incontournable réalité, qui ne concerne du reste pas seulement la Russie. Il serait d'ailleurs important ici de ne pas cultiver la langue de bois mais au contraire de dire ce qu'on entend par zone et par influence. Il faudrait par ailleurs éviter d'entretenir l'amalgame entre influence, hégémonie et impérialisme.

Plutôt que de retenir la notion forcément vague de zone d'influence, il serait plus intéressant d'identifier le degré de l'influence exercée dans un cas d'espèce, les moyens utilisés ainsi que la nature du régime qui prévaut dans le pays intervenant².

2. Les moyens

Le voisinage géographique, l'intégration de la plupart des pays considérés dans une même destinée impériale puis dans la même contrainte idéologique, constituent un faisceau de facteurs propres à renforcer l'emprise de Moscou sur ses voisins. Il en est résulté une intégration, la plupart du temps imposée mais dont les effets sont évidents dans de nombreux domaines. La Russie a su se donner ou reconstituer les moyens de sa politique:

Les instruments multilatéraux qui lient aujourd'hui les Etats de la CEI sont en principe le résultat d'accords librement consentis par les parties mais la disproportion entre les membres entraîne nécessairement une prépondérance de la Russie:

- *L'accord de Minsk*, du 8 décembre 1991 (Biélorussie, Russie, Ukraine), se fonde sur la communauté historique et affirme que le texte a été signé "dans le respect de la souveraineté mutuelle ... et de l'égalité en droit ...".
- *La déclaration d'Alma Ata*, du 21 décembre 1991 (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine) fait état du même respect "de la souveraineté et de l'égalité souveraine (!)" avec une insistance

² A cet égard, le cas extrême de l'intervention armée américaine et de l'enlèvement du Général Noriega au Panama, oublié aujourd'hui, mérite d'être rappelé.

qui semble vouloir exorciser le poids de la Russie. Du reste, la disposition relative à la sécurité stratégique (chacune des parties respectera les efforts déployés par les autres en vue d'acquiescer le statut d'Etat exempt d'armes nucléaires ...) révèle ce que cet engagement a d'ambigu et de forcément inégal car la Russie elle-même entend demeurer l'une des deux grandes puissances nucléaires de la planète.

- *Le pacte de sécurité collective* a été adopté à Tachkent le 15 mai 1992. En font partie l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Moldavie, la Russie, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan. Retenons l'art. 4 de ce traité qui dispose qu'en cas d'agression (?) contre l'un des signataires les autres doivent lui apporter une assistance militaire ... Les Etats participants s'engagent également (art. 8) à ne pas conclure d'accords internationaux qui seraient incompatibles (?) avec le présent traité.

En cas de conflit, l'interprétation des dispositions de cet instrument serait nécessairement influencée par l'acteur central, c'est-à-dire Moscou.

- *La Charte de la CEI*. Adoptée à Minsk le 22 janvier 1993, ce document se fonde, dans son préambule, sur la Charte des Nations Unies et sur l'Acte final d'Helsinki. Ses signataires s'engagent à respecter la souveraineté des Etats membres, leur intégrité territoriale mais ils s'engagent également à une coopération entre eux, notamment dans la création d'un espace économique commun et dans la protection des frontières extérieures communes (art. 4).

Les signataires devront coordonner leur politique dans le domaine:

- de la sécurité internationale
- du désarmement
- du contrôle des armements
- de l'organisation des forces armées (art. 11).

Malgré toutes les précautions prises par les rédacteurs, il est assez évident que la Russie va jouer un rôle prééminent dans l'interprétation et dans l'utilisation de ces instruments³.

Outre les textes multilatéraux internes de la CEI, la Russie dispose d'autres moyens dont nous citerons ci-dessous ceux qui méritent le plus l'attention:

La Constitution: Approuvée par la conférence constitutionnelle, elle a été acceptée le 13 décembre 1993 par 60% des électeurs. Elle comporte des dispositions nombreuses et précises sur les libertés fondamentales et sur les droits de la personne. Mais elle donne aussi au président des pouvoirs importants (ch. 4, art. 80-93). En outre, l'art. 102 précise que la chambre haute du parlement (le

³ Selon une délégation ministérielle tadjik reçue à Berne le 10 décembre 1993, la grande majorité de ce pays considère comme normal le fait que la Russie s'occupe des frontières de la CEI, en l'occurrence avec l'Afghanistan, sous la direction du général Boris Pyankov.

Conseil de la Fédération) peut décider par décret de l'engagement des forces armées russes à l'extérieur. Une telle disposition n'est formellement pas très différente de celles existant dans nombre d'Etats occidentaux, comme par exemple aux Etats-Unis, avec son "War power resolution". Cependant, dans le contexte de l'instabilité régnant dans plusieurs des nouveaux Etats voisins de la Russie, une telle disposition pourra être souvent invoquée et Moscou semble d'ores et déjà déterminée à ne pas s'en priver.

Les échanges économiques: Les statistiques démontrent à quel point les Etats anciennement membres de l'URSS sont dépendants de la Russie dans leurs échanges. Tant au niveau des exportations que des importations, la proportion des échanges avec la Russie se situe pour l'ensemble de ces pays (hormis le Kirghizistan) entre 45% et 80% du total de leur commerce extérieur.

Les sources d'énergie constituent souvent une part importante dans ces échanges, ce qui accentue encore les dépendances. On connaît notamment le cas de l'Ukraine: En 1992, ce pays a dû importer de Russie, en devises, 33 millions de tonnes de pétrole et, sur la base d'un accord bilatéral, 69,8 milliards de m³ de gaz (25 milliards de m³ ont été importés du Turkménistan, via la Russie).

Les instruments monétaires: Après la dislocation de l'empire austro-hongrois, la Tchécoslovaquie avait décidé d'introduire en 1920 une monnaie nationale assortie d'une politique monétaire et fiscale responsable. Ce fut un succès: stable, la devise tchèque contribua à favoriser la croissance et à renforcer la démocratie. Dans la CEI d'aujourd'hui, les conditions ne sont pas réunies pour envisager un scénario aussi idéal. Dix pays de l'ancienne URSS sont dans la zone rouble⁴. L'Ukraine, qui a opté pour une monnaie nationale, le karbovanetz, est probablement, en raison de sa détresse économique, le seul pays au monde où le rouble est considéré comme une devise "forte".

Si le rouble s'affirme dans la région comme une monnaie internationale de référence, cela implique un seul contrôle, une seule banque d'émission et une seule autorité chargée de décider des agrégats. La devise russe peut donc elle aussi être un instrument de pouvoir propre à exercer une influence dans les pays qui la prennent comme monnaie de référence. Ceux-ci devraient bénéficier du reste de lignes de crédit dans des conditions avantageuses en apparence, mais en fait gagées sur les réserves d'or et de devise des pays considérés. On pourrait invoquer ici la notion de rouble "grand-russe", mais en même temps, cela impliquera que cette monnaie aura plus de peine à se consolider que si son usage était limité à la seule Fédération de Russie. En l'occurrence, le choix politique pourrait l'avoir emporté à Moscou sur les motivations monétaires.

⁴ Par 207 voix contre 25, le parlement de Biélorussie a ratifié l'accord d'union monétaire avec la Russie, le 25 novembre 1993.

La dimension militaire: La Russie a de loin la plus importante armée de la CEI et elle dispose d'un arsenal nucléaire très largement supérieur aux trois autres Etats qui en détiennent dans la région.

ICBM (missiles intercontinentaux) 1993

Russie:	1714 missiles (dont la plupart à têtes multiples)
Biélorussie:	81 missiles à une tête (SS 25)
Kazakhstan:	104 missiles (SS 18)
Ukraine:	156 missiles (SS 19, SS 24)

La doctrine militaire russe, adoptée par le conseil de sécurité de Russie mais pas encore publiée, prévoit que les forces armées russes doivent être préparées à des actions défensives mais aussi offensives. Selon les points développés récemment par le Général Gratchev, elle dispose que les intérêts de la sécurité de la Fédération ... peuvent rendre indispensable le stationnement de troupes et d'équipements russes en dehors de ses frontières, notamment pour réaliser des missions d'interposition. Des unités de l'armée, en collaboration avec les organes du Ministère de l'intérieur, pourront agir de concert pour circonscrire un conflit dans une région ... et séparer les parties adverses. Toujours selon le Général Gratchev, la constitution de forces mobiles capables d'être envoyées à bref délai dans une région précise est une des priorités pour être en mesure de régler les conflits locaux et régionaux. Dans ce but, Moscou a retenu le principe de la polyvalence des unités.

La diaspora: Dans sept Etats voisins de la Russie, la minorité russe dépasse 10% de la population totale. Il s'agit des pays suivants:

Kazakhstan:	38 %
Lettonie:	35 %
Estonie:	30 %
Ukraine:	22 %
Kirghizistan:	22 %
Biélorussie:	14 %
Moldavie:	13 %

Diaspora perçue par certains comme une cinquième colonne, vingt-quatre millions de Russes vivent dans les pays voisins. Ils forment des minorités parfois très importantes qui sont pour Moscou un moyen d'exercer influences et pressions. Pourtant, dans ce contexte, les Russes n'ont pas développé jusqu'ici de réflexes nationalistes sauf en Transnistrie où la 14ème armée a pris position pour la communauté russe de manière assez évidente (ce qui n'a pas empêché le MAE Kozyrev de déclarer à cet égard, le 28 septembre, devant l'Assemblée générale de l'ONU: "The pragmatic nature of such a model was proved in particular in the Transnistria region and in South Ossetia".).

3. Appréciations occidentales

Face aux événements en Russie et à sa politique à l'égard de ses voisins, les pays occidentaux ne font pas la même appréciation de la situation et n'ont pas une attitude concertée.

Etats-Unis: Récemment, le Secrétaire d'Etat Warren Christopher a eu cette parole révélatrice: "The US have been too european for too long." Aujourd'hui, on ne peut plus dire qu'il y ait encore une "communauté de destin occidentale", car les Etats-Unis n'ont plus en Europe d'intérêts vitaux qui soient directement menacés. Ce qui leur importe, c'est que le continent soit aussi démocratique et stable que possible et que les arsenaux nucléaires stratégiques demeurent entre des mains responsables. Un marché économique dynamique est également nécessaire à leurs exportations. Dans ces quatre domaines - la démocratie, la stabilité, le nucléaire, les marchés - l'Europe occidentale est une donnée acquise alors qu'en Russie des incertitudes majeures subsistent. C'est pourquoi aujourd'hui Washington s'intéresse à la Russie de façon privilégiée. Cela explique aussi les propos de l'ex-Secrétaire américain à la défense, le 3 décembre, qui ont ménagé les susceptibilités de Moscou à propos d'un élargissement éventuel de l'OTAN: "The partnership for peace is no entry ticket"; cette précision n'a évidemment pas été favorablement accueillie dans les Etats de Visegrad.

Europe occidentale: La guerre dans l'ex-Yougoslavie a démontré, au-delà de toutes les bonnes volontés humanitaires, l'incapacité de l'Europe occidentale d'imposer la paix dans la région et de la garantir, dans une zone pourtant voisine et où nos intérêts sont évidents. Il est dès lors inconcevable, et peu crédible, que l'Europe occidentale ait un jour la volonté et les moyens d'instaurer et préserver la paix dans "l'étranger proche", de la Moldavie au Tadjikistan, en se substituant à la Russie.

La Russie veut jouer dans sa région le rôle qu'elle entend être le sien, elle en a les moyens et d'autres pays ne peuvent pas se substituer à elle.

4. Constat

Après avoir apporté un soutien enthousiaste à M. Gorbatchev, le monde occidental donne sa caution à M. Eltsine; mais si courageux soit-il, un dirigeant ne peut pas à lui seul garantir l'épanouissement de la démocratie sur un territoire aussi vaste que la Russie. Encore faudrait-il qu'il soit lui-même un démocrate convaincu, après que toute sa vie et sa carrière se sont déroulées au sein d'un régime autoritaire.

En Russie, l'alternative n'est du reste pas nécessairement entre le marxisme et la démocratie. D'autres voies sont possibles, comme un despotisme plus ou moins éclairé, animé par un messianisme grand-russe à la recherche d'un nouveau destin national; ce ne serait d'ailleurs pas la première fois dans l'Histoire qu'on verrait s'affronter slavophiles et occidentalistes.

A cet égard, le résultat des élections législatives du 13 décembre nous suggère quelques premières observations: les eltsiniens n'ont qu'un assez maigre résultat, l'ensemble des réformistes ne semble pas en mesure de pouvoir former une majorité.

Le président est désormais armé de la nouvelle Constitution mais le parlement est de son côté fort de sa légitimité démocratique. M. Eltsine et son entourage ont déjà laissé entendre qu'ils sont prêts à tenir compte du succès de l'extrême droite (le parti "libéral démocratique" de M. Jirinovski). Il devront probablement ménager, voire cultiver le thème grand-russe parallèlement à la poursuite des réformes qu'ils entendent réaliser. Une telle orientation, si elle se confirme, aura également des effets sur la scène internationale, à commencer par les Balkans, au double titre des solidarités slaves et religieuses. Craignant de se retrouver dans une zone grise ou dans un "Jurassic Park" sans barrières, les pays d'Europe centrale voudront se rapprocher encore davantage des Occidentaux (l'OTAN) alors que ceux-ci voudront au contraire éviter d'aviver la méfiance des Russes et nourrir leur nationalisme. Dans ce contexte, les salles d'attente (COCONA, P.F.P., Plan Balladur) pourront jouer un rôle accru. L'adhésion de la Finlande à l'Union européenne devient encore plus vraisemblable que par le passé.

Cependant, nombre d'observateurs sont maintenant tentés de considérer la situation avec plus de gravité qu'elle n'en paraît mériter. Dans un pays désorienté par les bouleversements de ces dernières années, avec une population qui subit beaucoup plus les réformes qu'elle n'en bénéficie, les scores obtenus par les extrêmes (P.L.D., P.C.) sont à mettre au compte de la protestation, davantage peut-être qu'ils ne reflètent des convictions profondes.

Il est par ailleurs utile de se souvenir que depuis le début de cette décennie:

- L'ancienne RDA, fer de lance du Pacte de Varsovie, a été rattachée à l'Allemagne occidentale et à l'OTAN.
- Le Pacte lui-même a été dissous et près d'un million de militaires achèvent d'être retirés d'Europe centrale et des Etats baltes⁵.

Ces deux opérations considérables ont eu lieu sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré.

L'URSS s'est à son tour désintégrée sans intervention de l'armée. A propos du rôle politique que l'armée russe pourrait jouer à l'avenir, rappelons qu'il n'y a pas de tradition bonapartiste dans l'histoire de l'armée russe.

De ce qui précède, on peut retirer deux enseignements: malgré leur considérable repli et alors même qu'ils sont accablés par la misère du temps, les Russes ont démontré une fois de plus leur capacité à supporter les épreuves et à assumer leur responsabilité internationale.

⁵ Sur une armée d'environ 2 millions d'hommes, 250'000 sont encore stationnés à l'étranger; la plus grande partie en Allemagne et en Pologne, le reste en Arménie, Azerbaïdjan, Estonie, Géorgie, Lettonie, Moldavie et Tadjikistan.

5. Que faire ?

- La conditionnalité: nombre d'observateurs occidentaux se demandent s'il faut aider maintenant ce pays ou s'il n'est pas plus raisonnable d'attendre qu'il ait donné d'abord les preuves convaincantes de sa conversion irréversible dans les valeurs occidentales. L'interrogation est sans doute légitime mais on doit se demander si elle n'est pas mal posée et de nature à perpétuer un malentendu: nous abordons ici le problème de la conditionnalité, en particulier dans sa dimension morale. On sait à quel point cette arme est d'un usage délicat. Peut-on raisonnablement soumettre à des conditions invariables des pays aussi profondément différents que la Slovaquie, le Tadjikistan et la Russie? Il faut accepter qu'en raison de sa dimension, ce dernier pays ne peut avancer que lentement vers l'instauration d'un Etat de droit et qu'il est entré pour longtemps dans une période d'instabilité. La conditionnalité ne peut être à son égard qu'un instrument relatif, auquel l'Occident doit recourir non seulement sur la base de critères éthiques mais aussi en fonction de ses propres intérêts: il peut s'avérer être dans les intérêts de l'Occident de contribuer à la stabilité en Russie avant qu'elle ne soit irréversiblement démocratique.

- Il est éminemment important de ne pas rejeter la Russie, mais il serait téméraire de penser pour autant qu'elle va s'intégrer exclusivement à l'Occident. Ce pays, grand non seulement par la géographie mais aussi par sa culture et le génie de son peuple, peut vivre de son propre rayonnement. Il est européen d'abord mais aussi asiatique. Notre intérêt est qu'il poursuive sa marche vers la démocratie et devienne l'acteur responsable d'un ordre mondial plus sûr et plus prévisible.

- La Russie demande à l'Occident de l'aider à résoudre les problèmes qui se posent à ses frontières. Selon une vieille habitude, elle cherche sans doute à faire attester sa bonne conduite par des tiers et à légitimer son action en lui donnant un cadre international. Or, on a vu que dans certains cas le comportement de Moscou était pour le moins ambigu. Il importe donc de rester vigilant, mais il ne faut pas rejeter pour autant une collaboration multilatérale avec Moscou. Comme l'a écrit notre Ambassadeur à Paris, cela suppose naturellement que la Russie se maintienne dans la mouvance démocratique et qu'elle accepte que sa politique étrangère dans ces régions soit encadrée et dans une certaine mesure influencée par les organisations appelées à coopérer avec elle. Ajoutons qu'une collaboration internationale devrait veiller parallèlement - ici la conditionnalité s'impose - à ce que soient poursuivies les réformes démocratiques en Russie même comme dans les pays en conflit.

- Tout ce qui peut être entrepris pour engager la Russie à poursuivre sa marche vers la démocratie constituera un facteur à la fois de stabilité pour l'ensemble du continent et de sécurité pour les Etats voisins, à commencer par les plus exposés en raison de leur dimension, comme les Etats

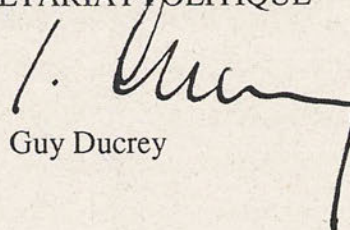
baltes. Or, si M. Kozyrev vient nous dire à Berne que la Suisse est "un géant humanitaire" et un "modèle de démocratie pour son pays", nous pouvons le prendre au mot et nous en inspirer dans nos actions à venir, comme nous venons de le faire en participant au contrôle des élections parlementaires. Par ailleurs, comme le relève l'Auswärtiges Amt (RP de Bonn), nous devons peut-être réapprendre à considérer les Russes comme de véritables partenaires.

- Face aux derniers développements en Russie, les Occidentaux doivent rester vigilants, sans pour autant faire à Moscou des procès d'intention. Quant à la Suisse - solidairement avec les autres petits pays européens géographiquement moins bien placés - elle devrait plus que jamais tenter de faire prévaloir le droit sur les rapports de force.

- Il faut enfin admettre que les problèmes qu'entraîne le démantèlement du camp socialiste et de l'Union soviétique vont continuer de nous surprendre par leur dimension et resteront difficiles à gérer pendant longtemps. Pour y faire face, les initiatives se multiplient (COCONA, Plan de stabilité, Partenariat pour la paix, observateurs permanents spéciaux auprès de l'UEO, Commission internationale "Une plus grande Europe", etc...); elles ne sont pour le moment rien de plus que des instruments de concertation et des projets d'antichambres, dépourvus de garanties et de moyens. Il est utile que la Suisse s'intéresse à ces initiatives et s'y associe activement le cas échéant, mais il ne faut pas perdre de vue que face à l'insécurité en Europe, il y a deux instruments opérationnels: l'un occidental, l'OTAN; l'autre oriental, le Pacte de sécurité collective de Tachkent.

Les observations qui précèdent n'ont pas l'ambition de proposer un catalogue exhaustif d'actions pour la Suisse mais d'inspirer à cet égard une réflexion.

LE CHEF
DU SECRETARIAT POLITIQUE



Guy Ducrey

16 décembre 1993 - DY/SIM

Copie verte

SECRETARIAT POLITIQUE

p.B.58.2.Russie - DY/SIM

Berne, le 16 décembre 1993

Note pour:

- Ambassades de Suisse à Ankara, Athènes, Bonn, Bruxelles, Bucarest, Budapest, La Haye, Dublin, Helsinki, Kiev, Copenhague, Lisbonne, Londres, Luxembourg, Madrid, Moscou, Nicosia, Oslo, Ottawa, Paris, Prague, Riga, Rome, Sofia, Stockholm, Tirana, Tokyo, Varsovie, Vienne, Washington, Zagreb
- Délégation CSCE à Vienne
- Mission à Bruxelles
- Mission à Genève
- Mission à New York
- Représentation à Strasbourg

DFAE:

- KE, DEA, VDF, MYR, MER, KUR, MI

Bureau de l'intégration, DFAE, DFEP:

- Monsieur l'Ambassadeur Bruno Spinner

DMF:

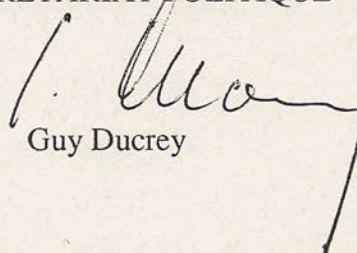
- Secrétariat général, état-major, Monsieur Bernhard Marfurt
- Groupe renseignements et sécurité, Monsieur le Divisionnaire Peter Regli
- Etat-major de l'instruction opérative, Monsieur Theodor H. Winkler
- Office central de la défense

DFEP, OFAEE:

- Monsieur le Secrétaire d'Etat Franz Blankart
- Monsieur l'Ambassadeur Rolf Jeker
- Monsieur l'Ambassadeur Silvio Arioli"
- Monsieur le Ministre Rudolf Ramsauer

Vous voudrez bien trouver sous ce pli un rapport sur la politique actuelle de la Russie dans les autres pays de l'ancienne Union soviétique. Nous vous adressons ce texte pour votre information et en vous invitant, le cas échéant, à nous faire part des réflexions qu'il pourrait vous inspirer. Nous lirons en particulier avec intérêt (cela s'adresse notamment à Moscou) vos remarques sur des scénarios plausibles pour les années à venir.

LE CHEF
DU SECRETARIAT POLITIQUE



Guy Ducrey

Annexe mentionnée